

La longue urgence environnementale : un nouvel état pour l'humanité

Par Dominique DRON

Conseil général de l'Économie

Et Patricia CORRÈZE-LÉNÉE

Conseil général de l'Environnement et du Développement durable (CGEDD)

L'humanité, depuis son apparition et surtout sa sédentarisation, a progressivement de plus en plus impacté la planète. Mais, pour autant que nous acceptons enfin de nous intéresser aux modélisations des climatologues, des océanographes et des éco-systémiciens, ainsi qu'aux observations de ces dix dernières années qui malheureusement valident les analyses de ces experts, il s'avère, selon toute vraisemblance, que l'humanité a poussé la Terre dans une dynamique de bouleversements qui se sont accélérés depuis l'ère industrielle et dont les conséquences paraissent nous échapper : appauvrissement et laminage de presque tous les écosystèmes par la pollution chimique ; surexploitation ou artificialisation des sols ; météorologies inédites et intensifiées ; mouvements atmosphériques modifiés ; réduction de l'albédo planétaire visible depuis l'espace ; montée inéluctable de plusieurs mètres du niveau des océans... C'est tout l'ajustement bio-chimio-physique planétaire qui est entré en dérive. C'est ce que l'on a essayé de traduire par le concept d'Anthropocène, dont il est encore débattu pour savoir s'il correspond ou non au début d'une nouvelle ère géologique. Il coïncide avec la période où notre développement a reposé, et repose encore, sur l'extraction des hydrocarbures fossiles pour la production d'énergie et de matériaux, ce moment fulgurant à l'échelle géologique, mais long de seulement deux siècles à l'échelle humaine¹. L'inertie du système Terre est telle que les conséquences de nos actes d'hier et d'aujourd'hui se feront sentir sur des centaines d'années, voire des millénaires, avant d'aboutir à un état d'équilibre aujourd'hui peu prévisible : chute de météorites et volcanisme majeur mis à part, le point d'arrivée dépend de ce que nous faisons aujourd'hui et ferons demain. Or, le monde actuel est le résultat d'une lente évolution et adaptation des organismes vivants, depuis les virus et bactéries jusqu'aux grands multicellulaires dont nous sommes issus, tous des organismes vivants en interrelation au sein des écosystèmes et en interaction avec les conditions physico-chimiques de ceux-ci, dont ils dépendent vitalement. Par exemple, la tolérance de l'organisme humain à la chaleur et à la sécheresse est très ténue, sauf à dépenser beaucoup d'énergie. Aucune maille du tissu planétaire n'est indifférente aux perturbations et destructions émanant d'autres mailles, qu'il s'agisse du climat, de la pollution ou de l'épuisement du vivant.

La tragédie de la situation actuelle a plusieurs composantes : complexité liée à la superposition des échelles temporelles ; nécessité d'une action immédiate pour limiter l'ampleur de processus déjà enclenchés ; imprévisibilité et incertitude quant aux phénomènes à venir, propension à nier leur existence et leur gravité tant que nous n'y sommes pas directement confrontés ; probabilité non nulle d'un emballement irréversible au-delà de seuils dont certains, comme le niveau de déforestation de l'Amazonie, pourraient déjà être franchis ou sur le point de l'être. Ainsi, si nous cessons aujourd'hui d'émettre des gaz à effet de serre et des polluants, certains processus d'ores et déjà enclenchés, tels que la fonte partielle ou totale de la glace du Groenland ou de l'Antarctique ouest, se poursuivront quand même. Nous peinons à en mesurer exactement les conséquences, mais nous pouvons agir sur leur amplitude. En tout état de cause, la sensation que notre civilisation ne pourra plus être la même à l'avenir se répand, et donne lieu à divers scénarios, dont les prémices, les points aveugles et les priorités diffèrent profondément selon les acteurs, lorsqu'ils ne sont pas tout simplement l'objet d'un déni dans les faits.

C'est bien d'un nouvel état de l'humanité dont il s'agit, un état qui échappe à notre maîtrise par l'ampleur et la violence des événements associés ; un état bien loin de celui que promeuvent les discours transhumanistes et géo-ingéniéristes, de celui d'un omni-contrôle du vivant grâce, en particulier, aux convergences des sciences nanotechnologiques, biologiques, cognitives et informationnelles, dites « NBIC ». Un état dans lequel beaucoup d'humains recherchent toujours plus de sécurité et de prévisibilité, comme on en perçoit la motivation dans l'explosion accélérée du numérique. Ils avaient le sentiment d'une protection absolue et croissante grâce aux inventions tech-

¹ Voir SEMAL Luc, maître de conférences en sciences politiques au Muséum national d'Histoire naturelle.

riques ; ils doivent maintenant accepter de perdre les repères sur lesquels ils ont bâti non seulement leurs civilisations et leurs économies respectives, mais aussi leurs conceptions du monde et même leur biologie la plus intime, en perdant la prévisibilité de phénomènes réguliers comme les cycles naturels. C'est la disparition progressive de certains repères de vie en termes de milieux, d'habitudes et de conditions de vie, qu'ils vont devoir accepter et gérer, à l'instar des autres êtres vivants. Si cette disparition s'accompagne de celle de repères moraux concernant la dignité humaine, en termes de rejet de l'altérité avec les migrations climatiques ou de dérives dans le recours aux innovations technologiques², tout est à craindre non seulement pour la planète mais aussi pour l'essence même de l'humanité et de ses civilisations.

James Howard Kunstler avait en 2005 désigné par l'expression de "long emergency", que nous avons choisi de traduire littéralement par « longue urgence », un oxymore illustratif de notre état paradoxal, de l'attente d'une catastrophe annoncée, du fait que l'épuisement prévisible, à un demi-siècle, des ressources pétrolières exigeait, vu l'inertie du système, de commencer sans attendre à reconverter l'ensemble de la production et de la consommation énergétiques. Le même constat s'applique quant à la nécessité d'agir aujourd'hui et dans la durée pour prévenir les effets les plus graves à terme des dégradations environnementales. Pour réaliser ce numéro, nous avons choisi d'élargir le sens de cette expression pour examiner l'influence que la perspective d'une dégradation environnementale globale et irréversible impactant nos conditions de vie, éventuellement circonscrite dans le temps, mais très longue par rapport à l'échelle des civilisations, avait sur les représentations mentales, les scénarios envisagés et les choix actuels de certains acteurs de terrain.

Faire face à des catastrophes perçues comme des crises ponctuelles, de plus en plus graves, éventuellement meurtrières mais toujours coûteuses, et après lesquelles un « retour à la normale » est implicitement ou explicitement anticipé, est un défi. Mais vivre dans un déséquilibre évolutif permanent des conditions existentielles de base, telles que les saisons, les températures, les pluies, les pollinisations et les floraisons, les espèces vivantes voire la forme même des continents, et s'adapter à leur inconstance, est incomparablement plus difficile. Contrairement peut-être à un ressenti répandu, c'est également très difficile pour des civilisations technologiques comme nos sociétés industrielles et tertiaires, qui, sans cesse, se complexifient et exploitent chaque recoin de la planète, et deviennent de plus en plus vulnérables aux soubresauts contextuels du fait des tensions sur les espaces et les ressources, et de la multiplication des nœuds et des strates au sein même de ces sociétés. Que signifie « événement extrême » lorsque l'intensité desdits événements ne peut que croître ? L'expression elle-même a-t-elle encore un sens ? Qu'est-ce que ces perspectives changent dans certaines stratégies d'acteurs et d'organisations qui sont en confrontation, en particulier, avec la recherche quasi obsessionnelle d'une maîtrise absolue des phénomènes physiques et des humains eux-mêmes ?

Il n'est pas ici seulement question de matérialité, de « coûts des dommages comparés aux coûts de la prévention », d'investissements dans tel ou tel type d'infrastructures. Il s'agit aussi de nos relations physiques, psychiques et philosophiques au vivant et au seul monde qui puisse nous abriter, malgré les récits de colonisation de nouvelles planètes par des humains transformés en cyborgs. Il s'agit également des relations entre les humains eux-mêmes, qui sont le fondement de toute société.

Les humains sont des êtres biologiques et symboliques. Comme l'écrit Pierre Legendre, dans *La fabrique de l'homme occidental* : « qui manie le Miroir tient l'homme à sa merci ». Les façons qu'ils ont et auront de se représenter – ou de se faire dessiner – les mondes possibles à notre porte vont jouer un rôle décisif dans les actions qu'ils vont inventer et mener. L'homme est aussi un être social, qui construit et vit dans des cadres collectifs et technologiques qui façonnent les pratiques des individus, voire leurs aspirations. La capacité qu'auront les sociétés à s'emparer du long terme, les options qui seront choisies en termes d'institutions et de solidarités seront déterminantes. C'est pourquoi ce numéro de *Responsabilité & Environnement* est consacré aux représentations, aux imaginaires, aux institutions et organisations déployés ou cachés dans les discours, les visions et les œuvres relatifs à « la longue urgence », à travers des approches intellectuelles et artistiques ou des positionnements d'acteurs.

Ce numéro se compose de quatre parties.

Dans la première partie, « **les batailles de la longue urgence** », Alice Canabate décrit les stratégies proposées par différents acteurs dans la confrontation aux limites de la planète, ainsi que leurs sous-jacents et présupposés en termes de projets de société. Pascal Yvon et Franck Jacobée illustrent à travers l'adaptation de la foresterie au changement climatique comment des corpus scientifiques différents conduisent aujourd'hui à des conceptions totalement opposées de la foresterie adaptative. Ilarion Pavel expose les limites physiques des scénarios de géo-ingénierie et les exigences de leur gouvernance. Philippe Moati analyse les imaginaires des Français face à la longue urgence à partir de leur adhésion à différents modèles de société correspondant à différentes perspectives utopiques, tandis que Thierry Ribault se demande si la notion de résilience, importée de la psychologie et aujourd'hui massivement reprise dans les discours, ne subit pas là un détournement nous écartant de l'action sur les causes pour nous faire accepter le désastre.

² Voir, par exemple, *Annales des Mines – Réalités industrielles*, dossier « Neurotechnologies et innovation responsable », août 2021, https://annales.org/ri/2021/ri_aout_2021.html

La deuxième partie, les « **métaphysiques et imaginaires de la longue urgence** », regroupe des visions qui assument de dépasser les limites matérielles de la planète, sur le plan technique, artistique ou philosophique. Les approches religieuses actuelles de la longue urgence y sont aussi évoquées. Pour commencer, Pierre Couveinhes dresse un historique des représentations de fins du monde à partir de plusieurs ouvrages. François Euvé présente certaines conceptions religieuses des relations à la nature et de l'eschatologie, tandis que Jean-Pierre Dupuy analyse les ressorts paradoxaux des comportements face à la menace climatique entre foi dans la technique et croyance, y compris transhumaniste, d'appartenir aux élus qui en réchapperaient. Enfin, Jean-Michel Valantin, dans un premier article, décrit les visions de fins du monde portées tout au long de l'histoire du cinéma américain.

Les discours sur la longue urgence, même d'apparence strictement technique, portent en fait, de façon explicite ou implicite, des modèles de société liés aux technologies. D'ailleurs, le terme « technologie » désigne étymologiquement, non pas une technique mais un discours sur la technique ! **Les modèles de société sous-jacents aux réponses proposées face à la longue urgence** font l'objet de la troisième partie de ce numéro. Ainsi, Benoît Thévard et Loïs Mallet décrivent une organisation possible de l'Île-de-France en 2050, après une rupture majeure. Jean-Michel Valantin rapporte les stratégies du Sénat américain et de l'armée américaine, mais aussi de la Russie et de la Chine, pour à la fois utiliser et contrer la multiplication des événements extrêmes. Bernard Reber montre que la divergence des présupposés socio-économiques et philosophiques des différentes visions proposées aujourd'hui aux sociétés rendent indispensables une clarification et un débat politiques ouverts. Enfin, Corinne Lepage ouvre les pistes d'un droit adapté à la longue urgence, à partir de la jurisprudence née des événements extrêmes déjà vécus.

De nombreux territoires ont déjà expérimenté des stratégies face aux effets de la dérive globale en cours, et des institutions travaillent sur l'anticipation de nouvelles menaces. Dans la quatrième partie de ce numéro, des acteurs exposent leurs réflexions et propositions concernant leur propre action face à cette dérive. Témoignent ainsi Jean-Louis Bancel et Roland Nussbaum en leur qualité d'assureurs ; Jean-Baptiste Colas, Cédric Denis-Remis et Marie Roussié qui insistent sur l'intérêt du recours à la science-fiction pour imaginer les menaces futures sur la défense de notre pays ; mais aussi le lieutenant-colonel Luc Mahler au sujet de l'action de la Sécurité civile face aux méga-feux, ou encore Robert Slomp et Yann Friocourt du Rijkswaterstaat sur la stratégie d'adaptation des Pays-Bas à la montée des eaux.

Enfin, cette conscience du très long terme a déjà transformé les ressentis des habitants de territoires marqués par une transformation rapide, visible et perçue comme devant durer très longtemps, voire comme étant sans fin. Ainsi, Franck Guarnieri et Aurélien Portelli décrivent comment la catastrophe de Fukushima s'est inscrite d'emblée pour les Japonais dans une conception cyclique du temps, alors que les Occidentaux l'ont placée, tout comme celle de Tchernobyl, dans une conception linéaire.